

## Sarkozy et les affaires, portrait d'un homme en bande organisée

PAR FABRICE ARFI  
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 17 AOÛT 2013

Tout est toujours dans les livres : « *Pour la première fois depuis très longtemps dans l'histoire politique française, les affaires sortent (...) Nous sommes en train de purger le système. Il devrait en résulter une plus grande confiance dans nos institutions. Y a-t-il une autre solution ? Non, il n'y en a pas. Il fallait que la démocratie affronte cette réalité.* » Ces paroles de fer, sages dans leur intransigeance face à la corruption, sont de... Nicolas Sarkozy.

L'extrait, tiré d'un ouvrage oublié, *Au bout de la passion, l'équilibre* (Albin Michel), date de 1995. À l'époque, Nicolas Sarkozy est ministre du budget et porte-parole du premier ministre Édouard Balladur. Déjà, la chronique française était rythmée par le fracas des affaires qui frappaient de plein fouet aussi bien la droite (Carignon, Noir, Longuet, HLM de Paris...) que la gauche (Urba, Pechiney...). Aucune ne touchait directement Sarkozy.

[[lire\_aussi]]

Près de vingt ans plus tard, les choses ont changé, offrant une nouvelle réalité que la démocratie doit « *affronter* » : jamais sous la V<sup>e</sup> République, ni par l'ampleur et la diversité des faits mis au jour, ni par le nombre des personnes inquiétées, un système présidentiel n'aura été cerné de si près par des juges indépendants. La liste des affaires du sarkozysme s'étalant sur deux décennies (1993-2013) paraît aujourd'hui interminable : Karachi, Bettencourt, Tapie, Takieddine, Kadhafi, affaires des sondages, de la BPCE, l'espionnage des journalistes...

Ce n'est pas seulement l'histoire d'un homme, c'est aussi celle d'une petite bande soudée par amitié, intérêts ou idéologie, parfois les trois, autour de lui. La « *purge du système* » aurait-elle donc commencé ? Car il faut bien prendre la mesure de ce qui se joue. Conseillers, collaborateurs, ministres, amis, magistrats, grands flics, hommes d'affaires... : toute la

garde rapprochée de Nicolas Sarkozy, quand ce n'est pas l'ancien président lui-même – voir par exemple sa mise en examen dans le dossier Bettencourt –, a eu affaire les deux années écoulées à la police (pour des gardes à vue ou des perquisitions) et à des juges (pour des auditions ou, pire, des mises en examen).

Si ce n'est pas une opération mains propres à la française qui se joue actuellement sans le dire à l'ombre de quelques cabinets d'instruction de juges anti-corruption, cela y ressemble drôlement. Et le portrait de groupe que donne aujourd'hui à voir la photographie judiciaire du sarkozysme, au-delà des responsabilités pénales éventuelles des uns et des autres, pourrait tout entier se résumer à la formule de Jean Gabin, soufflée par Audiard, dans *Le Président* (1961) : « *Ce n'est pas un parti, c'est un syndicat d'intérêts.* » Revue de détail.



Claude Guéant, alors secrétaire général de la présidence de la République. © Reuters

### CLAUDE GUÉANT

[Lien avec Sarkozy : directeur de cabinet au ministère de l'intérieur (2002-2004/2005-2007) et au ministère de l'économie (2004-2005), directeur de la campagne présidentielle de 2007, secrétaire général de la présidence de la République (2007-2011), ministre de l'intérieur (2011-2012)]

Il est celui que la presse surnommait « le Cardinal ou « le Vice-Président » du temps des splendeurs élyséennes. Son nom traverse aujourd'hui de nombreuses affaires. Dans toutes, il apparaît comme la doublure du président. Claude Guéant a longtemps traîné la réputation du grand commis de l'État, droit et rigoureux. Un peu gris comme la

couleur de ses costumes. C'est le portait d'un homme beaucoup moins convenable que brossent aujourd'hui diverses instructions en cours à Paris.

Dans l'affaire Kadhafi, les soupçons sont lourds. Après plusieurs mois d'enquête préliminaire, le parquet de Paris a décidé d'ouvrir en avril dernier une information judiciaire, confiée aux juges Serge Tournaire et René Grouman, pour « corruption active et passive », « trafic d'influence, faux et usage de faux », « abus de biens sociaux », « blanchiment, complicité et recel ». Cette longue litanie de délits potentiels vise directement les incestueuses relations franco-libyennes tissées dès 2005 par le ministre de l'intérieur Sarkozy avec le régime Kadhafi, et poursuivies à partir de 2007 par le même devenu président.

Deux hommes, inséparables à cette époque, ont été les artisans actifs de ce rapprochement sur fond de diplomatie parallèle et de contrats lucratifs : le marchand d'armes Ziad Takieddine, vieille connaissance de la Sarkozie, et Claude Guéant. Le même couple improbable sera à l'œuvre en 2008 lors de l'idylle franco-syrienne entre Nicolas Sarkozy et Bachar al-Assad.

Dans le dossier libyen, aucune des initiatives de Takieddine n'a été engagée sans l'aval de Guéant. Aucune des décisions du second n'a été prise sans les conseils du premier. Mais selon plusieurs témoignages et documents aujourd'hui entre les mains des juges, la lune de miel Sarkozy/Kadhafi est allée beaucoup plus loin. La justice enquête ouvertement désormais sur des soupçons de financement par la dictature libyenne au moment de l'élection présidentielle de 2007. Un ancien dignitaire du régime, Mohamed Ismail, chef de cabinet de Saïf al-Islam Kadhafi, a même décrit le circuit de l'argent noir dans un **document** qui citait Claude Guéant et Ziad Takieddine.

C'est dans le cadre de ce dossier que Guéant a d'ailleurs été perquisitionné, le 26 février, par les policiers de la Division nationale des investigations financières et fiscales (Dniff). Outre des échanges réguliers avec Takieddine au sujet de la Libye, les enquêteurs ont fait ce jour là d'étonnantes découvertes

bancaires : ici, la réception en 2008 de 500 000 euros cash (correspondant à la vente de tableaux, d'après Guéant, mais ils sont introuvables) ; là, un versement inexplicable de 25 000 euros en provenance de la Jordanie. Sans compter de très nombreuses dépenses en espèces et un train de vie inadapté aux émoluments officiels du personnage.

Rien n'indique que ces éléments aient un lien avec le dossier libyen, mais ils sont venus jeter une lumière crue sur les pratiques personnelles du « Cardinal » quand il était en fonctions.

Parallèlement, dans l'affaire Tapie, Claude Guéant apparaît de plus en plus au fil des investigations des juges Guillaume Daïeff, Serge Tournaire et Claire Thépaut comme celui qui a piloté depuis le Château le dossier qui a abouti, en juillet 2008, au dédommagement à hauteur de 405 millions d'euros (sur deniers publics) du célèbre homme d'affaires dans le cadre de son litige avec le Crédit lyonnais. Cette décision, qui a été rendue en faveur de Bernard Tapie par un tribunal arbitral (c'est-à-dire privé), est aujourd'hui qualifiée d'« escroquerie en bande organisée » par la justice, tant le jugement semble plus correspondre à un arrangement inavouable qu'à une décision impartiale.

Et pour l'ami du président, aucune faveur ne semblait pouvoir être refusée. Ainsi que l'a révélé **Mediapart**, un enregistrement audio, versé au dossier judiciaire, montre que Bernard Tapie négociait à cette époque en direct avec le secrétaire général de l'Élysée des privilèges fiscaux en marge de son affaire. C'est pour toutes ces raisons que Claude Guéant a également

été perquisitionné par la police dans le cadre de cette affaire, le 26 février dernier. Soit le même jour que sa perquisition dans le dossier libyen...



Brice Hortefeux au Parlement européen. © Reuters

### BRICEHORTEFEUX

[Lien avec Sarkozy : collaborateur à la mairie de Neuilly (1986-1994), chef de cabinet au ministère du budget (1993-1995), conseiller au ministère de l'intérieur et de l'économie (2002-2005), ministre aux collectivités territoriales (2005-2007), ministre de l'immigration (2007-2009), ministre du travail (2009), ministre de l'intérieur (2009-2011), conseiller politique pour la campagne présidentielle de 2012. Parrain de son fils Jean]

Il est « *l'ami de toujours* », selon l'expression de Nicolas Sarkozy. Brice Hortefeux n'a rien raté de l'irrésistible ascension – et de la chute – de son mentor, de la mairie de Neuilly à l'Élysée, en passant par tous les ministères (budget, économie, intérieur...).

Dans l'affaire Karachi, la plus ancienne de toutes, les juges Renaud Van Ruymbeke et Roger Le Loire enquêtent depuis bientôt trois ans sur le financement illicite de la campagne présidentielle d'Édouard Balladur de 1995 grâce à l'argent détourné des ventes d'armes de son gouvernement avec le Pakistan et l'Arabie saoudite. Le principal intermédiaire mis en cause, Ziad Takieddine (déjà lui), a reconnu les faits récemment sur procès-verbal, alors que les preuves s'accumulent sur les bureaux des magistrats.

Or, selon le trésorier de la campagne, René Galy-Dejean, une partie des fonds occultes qui ont alimenté les équipes de Balladur provenait de la « *cellule meetings* ». « *C'est M. Hortefeux qui dirigeait la cellule meeting* », a soufflé aux juges René Galy-Dejean, le 10 mai 2011, après avoir précisé qu'il avait reçu les

fonds en liquide de cette même cellule, fonds qui lui étaient livrés dans des « *petits cartons* ». À l'époque, Brice Hortefeux occupait également le poste de chef de cabinet du ministre du budget Nicolas Sarkozy, lui-même impliqué à divers titres dans le dossier (voir [ici](#) et [là](#)).

Comme en témoignent plusieurs photos publiées par Mediapart, Brice Hortefeux a également entretenu à partir du début des années 2000 une relation continue et personnelle avec Ziad Takieddine, tandis que ce dernier devenait incontournable pour le cabinet du ministre Sarkozy. Selon l'ex-femme du marchand d'armes, Nicola Johnson, cette relation n'était pas désintéressée. Le 9 décembre 2011, elle a témoigné devant les juges d'au moins une remise d'espèces en 2005 en faveur de Brice Hortefeux lors d'une visite au domicile de Takieddine, avenue Georges-Mandel, à Paris. Ce que l'intéressé dément.



Brice Hortefeux et Ziad Takieddine, en 2005 © dr

De l'affaire Kadhafi, Brice Hortefeux n'est pas non plus absent. Non seulement l'homme a multiplié entre 2005 et 2007 les déplacements à Tripoli, organisés par Takieddine, alors qu'il était ministre des collectivités territoriales (françaises...), mais son nom est également apparu dans d'éventuels montages financiers suspects.

D'après une note de fin 2006 rédigée par un correspondant des services secrets français, Jean-Charles Brisard, proche de la DCRI, les « *modalités de financement de la campagne* » de Nicolas Sarkozy avaient été « *réglées lors de la visite Libye NS + BH* » le 6 octobre 2005. « *BH* », pour Brice Hortefeux. Cette visite officielle avait été activement préparée par Ziad Takieddine, comme en attestent ses notes à Claude Guéant, qui figurent au dossier d'instruction.

Selon cette même note, le financement libyen prévu s'élevait au total à 50 millions d'euros – promesse confirmée par un document officiel de l'ancien régime Kadhafi. Et les opérations financières faisaient intervenir personnellement Brice Hortefeux : le « montage » incluait ainsi une société « BH » au Panama, plus une banque suisse.



Thierry Gaubert, un intime de Nicolas Sarkozy depuis Neuilly. © DR

### THIERRY GAUBERT

[Lien avec Sarkozy : chargé du journal municipal de Neuilly-sur-Seine lors de l'élection de 1983, secrétaire général de la mairie (1984), responsable de la communication du maire (1983-1993), chef de cabinet adjoint au ministère du budget (1993-1995)]

Avec Hortefeux, il est l'autre pilier de la bande des jeunes années Sarkozy. L'autre dépositaire de ses premiers secrets. Responsable de sa communication à la mairie de Neuilly-sur-Seine, il devient un proche conseiller au ministère du budget entre 1993 et 1995, période durant laquelle Nicolas Sarkozy autorisera, contre l'avis de son administration, le versement anticipé de commissions occultes au réseau de Takieddine dans plusieurs marchés d'armement suspects. L'argent sera retiré immédiatement en espèces par l'intermédiaire à Genève, ville qu'il fréquentait alors avec Thierry Gaubert.

D'après les aveux récents de Ziad Takieddine devant la justice, laquelle détient déjà de nombreuses preuves du système de détournement d'argent sur les ventes d'armes mis en place par les balladuriens, plusieurs valises d'espèces ont été remises à Thierry Gaubert, quand il travaillait sous l'autorité directe de Nicolas Sarkozy, pour le financement de la campagne d'Édouard Balladur. Thierry Gaubert est aujourd'hui mis en examen pour « recel d'abus de biens sociaux » et « blanchiment aggravé » dans ce dossier.

[[lire\_aussi]]

Au fil de leurs investigations, les policiers et les juges ont aussi découvert l'ampleur des avoirs occultes de Thierry Gaubert au travers de sociétés *offshore* et de comptes bancaires non déclarés – il en détient plusieurs en Suisse. Parmi ses biens cachés figure notamment un petit palais perdu dans la forêt colombienne, que Mediapart avait retrouvé en novembre 2011. Le financement de cette propriété luxueuse, où l'on compte notamment un lac artificiel construit *ex nihilo*, a été assuré pour partie par Ziad Takieddine.

Sur place, dans le petit village de Nilo, situé à 150 kilomètres de Bogota, Thierry Gaubert menait la vie grand train et a développé, par le truchement de sociétés *offshore*, une activité pour le moins étrange : l'ouverture de deux bars aux noms fleuris, **le Nichon et le Nibar**. Des photos obtenues par Mediapart ont par ailleurs montré que le député UMP Olivier Dassault ou le chef d'entreprise Alexandre Juniac, tous deux proches de Sarkozy, se sont rendus en Colombie à l'invitation de Gaubert. Tout comme Ziad Takieddine et sa famille...

Alors que Nicolas Sarkozy affirme avoir cessé de fréquenter Thierry Gaubert à la fin des années 1990 à cause de ses premiers démêlés judiciaires dans une affaire immobilière (voir ici), des mails saisis par les policiers montrent qu'il n'en est rien, en réalité. Il est apparu en effet que Nicolas Sarkozy a continué pendant de longues années à gérer depuis le ministère de l'intérieur les affaires de son cabinet d'avocats, *via* Thierry Gaubert, qu'il continuait de voir. À cette époque, Gaubert occupait le poste de directeur de cabinet du président des Caisses d'épargne, Charles Milhaud.

Le 8 juillet 2011, trois jours après une perquisition chez Gaubert, Hortefeux avait appelé son vieil ami pour s'inquiéter des enquêtes de Mediapart en cours. « *Alors je te signale que y a Mediapart qui cherche beaucoup sur Ziad (Takieddine)* », lui dit-il dans une conversation enregistrée par la police. « *C'est très étonnant ce qu'ils ont comme éléments d'information*

(...) *Je ne sais pas comment ils font les mecs, hein. Je ne sais pas comment ils font* », s'étonnera l'ancien ministre de Sarkozy.

Quelques semaines plus tard, juste avant sa mise en examen le 21 septembre 2011, Thierry Gaubert recevra un autre coup de téléphone de Brice Hortefeux pour le prévenir que la justice accumulait, elle aussi, des informations compromettantes à son encontre.



Nicolas Bazire, l'autre Nicolas des années Balladur. © Reuters

### NICOLAS BAZIRE

[Lien avec Sarkozy : directeur de cabinet du Premier ministre Edouard Balladur quand Sarkozy était ministre du budget (1993-1995), directeur de la campagne présidentielle de 1995 quand Sarkozy en était le porte-parole (1995). Témoin de son mariage en 2008]

En 1994, la journaliste Ghislaine Ottenheimer publiait un livre très informé sur la « machine Balladur ». Il avait pour titre *Les Deux Nicolas* (Plon). Le premier était Nicolas Sarkozy. Le second, Nicolas Bazire. Directeur de cabinet de l'ancien premier ministre, avant de devenir celui de sa campagne présidentielle, Nicolas Bazire est un intime de Sarkozy. Au point d'avoir été en 2008 son témoin de mariage avec Carla Bruni.

Comme Thierry Gaubert, Nicolas Bazire est mis en examen dans le volet financier de l'affaire Karachi. Poursuivi pour « complicité d'abus de

biens sociaux », il lui est reproché d'avoir été en amont, depuis Matignon, l'un des chefs d'orchestre de la mise en place du réseau Takieddine dans les marchés d'armement incriminés et en aval, au QG de campagne, le destinataire final des sommes perçues illégalement.

Les archives officielles de Matignon et de différents ministères ont montré que Nicolas Bazire n'a pas compté ses heures quand il a fallu qu'il s'investisse personnellement dans toutes les décisions politiques, voire financières, liées aux contrats suspects.

Et d'après les récents aveux de Ziad Takieddine, c'est Nicolas Bazire qui lui a présenté en décembre 1993 Thierry Gaubert. Le message était clair : récupérer de l'argent à tout prix pour financer les ambitions présidentielles d'Édouard Balladur. À l'époque, le premier ministre était parti en campagne sans le soutien de son parti, le RPR, tout entier (caisses comprises) dévolu à Jacques Chirac. Mais il avait un atout majeur dans sa manche, la commande publique, et deux soutiens de poids dans son gouvernement, Nicolas Sarkozy, au Budget, et François Léotard, à la Défense. Une bande décidément bien organisée.



Eric Woerth, trésorier et ministre de Sarkozy. © Reuters

### ERIC WOERTH

[Lien avec Sarkozy : trésorier national de l'UMP sous la présidence de Sarkozy (2004), créateur du "Premier Cercle", trésorier de la campagne présidentielle de 2007, ministre du budget (2007-2010), ministre du travail (2010)]

Pendant longtemps, il n'eut pour seule défense qu'une lapalissade : « *Est-ce que j'ai une tête à couvrir la fraude fiscale ?* » De toute évidence, les juges de l'affaire Bettencourt, Jean-Michel Gentil, Valérie Noël et Céline Ramonatxo, n'ont pas raisonné ainsi. Ministre phare de Sarkozy (au Budget, puis au Travail) après avoir été le trésorier de sa campagne en 2007, Éric Woerth a été renvoyé, en juillet dernier, devant le tribunal correctionnel pour « trafic d'influence » par les trois juges de Bordeaux. Il est par ailleurs toujours mis en examen dans un autre volet de l'affaire pour recel de « *numéraires* », soutirés à Liliane Bettencourt au moment de la campagne de 2007.

Le scandale fut à double détente pour Éric Woerth. Il y eut d'abord la révélation par Mediapart, en juin 2010, des enregistrements du majordome des Bettencourt qui mettait au jour l'intenable conflit d'intérêts de l'ancien ministre du budget et trésorier de l'UMP. Voici un homme qui, à main gauche, devait être le garant du respect de la loi fiscale et, à main droite, fit embaucher sa femme par un homme, le gestionnaire de fortune Patrice de Maistre, qui s'est avéré être l'organisateur en chef de la fraude fiscale de l'héritière de L'Oréal. Voici le même homme, chargé de faire rentrer le maximum d'argent dans les caisses de son parti, qui fut financé personnellement par l'employeur de sa femme, auquel il a remis la Légion d'honneur début 2008 en tant que ministre du budget.

Il y eut ensuite le témoignage accablant de la comptable des Bettencourt, Claire Thibout, qui a raconté le bal des enveloppes bourrées d'espèces en faveur, entre autres, de Nicolas Sarkozy et d'Éric Woerth. Témoignages, agendas, retraits d'argent liquide en Suisse, journaux intimes : au fil de leur enquête, les juges ont accumulé les indices graves et concordants qui ont justifié la mise en cause judiciaire de l'ancien homme fort du système Sarkozy.

Interrogé en février 2012 sur la mise en examen de son ancien ministre, l'ex-chef de l'État n'a eu pour seule réponse : « *J'ai pas envie de parler de ça. Écoutez, on est en démocratie, et on a bien le droit de ne pas répondre aux questions. Vous avez le droit de les poser, j'ai le droit de ne pas y répondre.* »



Christine Lagarde, la ministre qui voulait un « guide ». © Reuters

### CHRISTINE LAGARDE

[Lien avec Sarkozy : ministre de l'économie et des finances (2007-2011)]

« *Utilise-moi pendant le temps qui te convient et convient à ton action et à ton casting. Si tu m'utilises, j'ai besoin de toi comme guide.* » Ces quelques mots sont de Christine Lagarde, ministre de l'économie, à l'adresse de Nicolas Sarkozy. Cette lettre d'allégeance, dont on ne sait si elle a été envoyée à son destinataire, a été saisie par les juges de l'affaire Tapie. Intéressante pour l'enquête, elle montre l'état de servitude volontaire dans lequel l'ancienne avocate d'affaires semblait s'être mise vis-à-vis de Nicolas Sarkozy. Au point de jouer contre les intérêts de l'État ?

Dans les faits, Christine Lagarde est celle qui a signé la décision d'interrompre le cours de la justice ordinaire pour saisir un tribunal arbitral dans l'affaire Tapie. Seulement voilà, les faits potentiellement délictueux commis lors de son passage à Bercy ne sont pas passibles d'un tribunal classique, mais d'une cour d'exception, la Cour de justice de la République, qui juge les fautes pénales commises par des ministres dans le cadre de leurs fonctions. Et tandis que les mises en examen s'accumulent dans le volet non ministériel du dossier, Christine Lagarde s'en sort bien pour le moment devant la CJR.

Pourtant accusée par l'ancien procureur général de la Cour de cassation, Jean-Louis Nadal, d'avoir fait constamment « échec à la loi » dans l'affaire Tapie, Christine Lagarde n'a pas été mise en examen par les juges de la CJR. Entendue pendant près de deux jours, après avoir été perquisitionnée, l'actuelle patronne du Fonds monétaire international (FMI) a été placée sous le statut du témoin assisté, un statut intermédiaire entre simple témoin et mis en examen. En droit français, "témoin assisté" signifie qu'il y a à l'encontre de la personne ainsi désignée des indices permettant de considérer qu'elle n'est pas extérieure au délit recherché, mais que ceux-ci ne sont pas suffisamment graves et concordants pour justifier une mise en examen.

En revanche, son ancien directeur de cabinet, Stéphane Richard, un autre proche de Sarkozy, qui cultive aussi de solides amitiés au PS (Valls, Moscovici, DSK...), a été mis en examen pour « escroquerie en bande organisée ». Tout comme Bernard Tapie, son avocat Maurice Lantourne, l'arbitre Pierre Estoup ou le haut fonctionnaire Jean-François Rocchi.

Le 23 octobre 2006, alors qu'il lui remettait la Légion d'honneur en tant que ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy a laissé éclater son admiration pour Stéphane Richard lors de son discours public : « *Tu t'es fait tout seul et tu as réussi seul contre tous. Un jour, je serai aussi riche que toi.* »



Philippe Courroye, 1&#039;étouffeur de Nanterre. © Reuters

## PHILIPPE COURROYE

[Lien avec Sarkozy : nommé procureur de Nanterre, le fief de Nicolas Sarkozy, en 2007. A reçu des mains de l'ancien président l'Ordre national du Mérite en 2009]

Le 3 avril 1914, le garde des Sceaux d'alors, un certain Aristide Briand, eut ce mot célèbre à la Chambre : « *Ah ! La magistrature manque d'indépendance ! Ce procureur sous sa robe rouge et son hermine n'a pas eu la conscience assez haute pour résister ? Mais que se passe-t-il donc dans les ministères ? J'y suis allé, dans les ministères, et dans celui de la justice. La nomination de magistrats, leur avancement, leur carrière, leur vie est toute entre nos mains...* » Ce portrait-robot du magistrat soumis existe toujours un siècle plus tard. Sous Sarkozy, un plus que tout autre l'a incarné : le procureur Philippe Courroye. Un pion central de la bande organisée.

Nommé en 2007, contre l'avis du Conseil supérieur de la magistrature, à Nanterre, c'est-à-dire dans le fief de la Sarkozie, Philippe Courroye a déployé une énergie considérable entre 2007 et 2012 pour que rien ne sorte de dérangeant contre le chef de l'État. La démonstration la plus caricaturale de cette situation aura été sa gestion de l'affaire Bettencourt à l'été 2010. Faisant mine de mener tambour battant une enquête impartiale, le procureur Courroye a en réalité multiplié les actes d'allégeance judiciaire pour le bon plaisir de l'Élysée. Comme *Le Monde* le rapportera, il se rendra discrètement au Château à chaque moment clé de son enquête.

Le procureur, honoré de l'Ordre national du Mérite par Sarkozy en 2009, n'a pas hésité à intimider les témoins gênants ou à placer sous surveillance téléphonique plusieurs journalistes du *Monde* un peu trop bien informés du contenu de certains procès-verbaux embarrassants pour le pouvoir.

Philippe Courroye et son adjointe avaient été mis en examen début 2012 par une juge parisienne, Silvia Zimmermann, pour « *collecte illicite de données à caractère personnel* » et « *violation du secret des correspondances* ». Mais la cour d'appel de Paris avait annulé ces mises en examen deux mois plus tard pour des raisons de formes, estimant que les deux magistrats

ne pouvaient être poursuivis tant que les actes en cause n'avaient pas été définitivement annulés par la justice. Comme un serpent juridique qui se mord la queue.



Squarcini, patron de la brigade du chef. © Reuters

### **BERNARD SQUARCINI**

[Lien avec Sarkozy : nommé préfet de police de la région PACA (2004), directeur de la DST (2007), directeur de la DCRI (2008-2012)]

La justice était sous contrôle, il fallait que la police le fût aussi. À la tête de la police nationale, Nicolas Sarkozy avait placé un ami d'enfance (Frédéric Péchenard). Les services secrets intérieurs, eux, sont revenus à un policier dévoué, Bernard Squarcini, qui a réussi à faire de la DCRI une redoutable brigade du chef.

Ainsi que plusieurs médias l'ont rapporté, le service a été mobilisé à plusieurs reprises pour placer sous surveillance les journalistes un peu trop remuants, notamment ceux de Mediapart. Dans un livre précis et sourcé paru en 2012, *L'Espion du président* (Robert Laffont), les journalistes Christophe Labbé et Olivia Recasens (du *Point*) et Didier Hassoux (du *Canard enchaîné*) ont publié un témoignage accablant pour celui qui était surnommé « Le Squale ». Il émanait de Joël Bouchité, ancien conseiller sécurité de Sarkozy.

« *Squarcini, confiait à nos confrères ce haut fonctionnaire policier reconverti dans la préfectorale, a recréé à son côté une petite cellule presse. Des mecs chargés de se rancarder sur ce qui se passe dans les journaux, les affaires qui vont sortir, la personnalité des journalistes. Pour cela, comme pour d'autres choses, ils usent de moyens parfaitement illégaux. Leur grand truc, c'est de voler des adresses IP, la carte d'identité des ordinateurs. Ils épient les*

*échanges de mails, les consultations de sites. Ils sont alors au parfum de tout. Si nécessaire, ils doublent en faisant des fadettes. »* Le témoin affirmait également que le même Squarcini a conservé « *des camions d'archives* » visant « *notamment des personnalités politiques et des journalistes* ».

Mis en examen pour « *collecte de données à caractère personnel par un moyen frauduleux, déloyal ou illicite* », Bernard Squarcini a été renvoyé devant le tribunal correctionnel de Paris, en juin dernier, par la juge Zimmermann, pour l'espionnage illicite d'un journaliste du *Monde*.



Patrick Buisson, théoricien et homme d'affaires... © Reuters

### **PATRICK BUISSON**

[Lien avec Sarkozy : conseiller au ministère de l'intérieur (2005-2007), conseiller sans fonction officielle à l'Élysée (2007-2012), contractuel de la présidence de la République pour la vente de sondages, conseiller politique pour la campagne présidentielle de 2012. Décoré de la Légion d'honneur en 2007 par l'ancien président]

L'extrême-droïtisation de Nicolas Sarkozy entre 2007 et 2012, c'est lui. Ancien directeur de l'hebdomadaire *Minute*, Patrick Buisson est le fantôme du sarkozysme. Conseiller occulte de Nicolas Sarkozy, il fut également sous sa présidence un homme d'affaires avisé. La justice s'intéresse de très près à ses activités sondagières.

Patron de la société de conseil Publifact, Buisson avait signé en 2007 une juteuse convention avec la présidence de la République sans le moindre appel d'offres. La Cour des comptes s'était étonnée en 2009 de ce contrat passé sans qu'« aucune des possibilités offertes par le code des marchés publics pour respecter les règles de la mise en concurrence (...) n'ait été appliquée ». Les sommes en jeu avaient été jugées « exorbitantes » par la Cour : 1,5 million d'euros !

Le bureau et le domicile parisien de Patrick Buisson ont été perquisitionnés en avril dernier dans le cadre d'une information judiciaire ouverte dans l'affaire des sondages. Le 13 octobre 2009, lors d'une audition devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, Christian Frémont, directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, avait admis une « anomalie » dans le contrat accordé à Patrick Buisson. C'est le moins que l'on puisse dire.



François Pérol, le banquier de l'Élysée. © DR

## FRANÇOIS PÉROL

[Lien avec Sarkozy : directeur de cabinet adjoint au ministère de l'économie et des finances (2004-2005), secrétaire général adjoint de la présidence de la République (2007-2009)]

Il est discret, c'est un banquier. Ancien haut fonctionnaire au ministère de l'économie, François Pérol est passé par la banque Rothschild entre 2005 et 2007 avant de rejoindre Nicolas Sarkozy à l'Élysée, au poste de secrétaire adjoint de la présidence de la République, où il avait en charge toutes les grandes questions économiques. Les deux hommes avaient brièvement travaillé ensemble à Bercy quand Sarkozy était ministre des finances.

À l'Élysée, parmi les dossiers que François Pérol a eu à traiter, figurait l'épineuse fusion des Caisses d'épargne et des Banques populaires pour créer un géant bancaire, la BPCE. Quand il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir : sitôt le rapprochement des deux banques entériné en février 2009, François Pérol est parti en prendre la tête. Un "pantouflage" en bonne et due forme, qui vaut aujourd'hui à ce proche de Sarkozy d'être au cœur d'une information judiciaire pour « prise illégale d'intérêts » menée par le juge Roger Le Loire.

L'enquête vise à établir si François Pérol, dont le nom est également cité dans l'affaire Tapie, a contrevenu aux dispositions du code pénal qui interdisent à toute personne ayant disposé de l'autorité publique sur une entreprise privée de passer ensuite à son service. Il a été perquisitionné par la police cet hiver. En attendant la suite.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.